



20h de France 2

Emmanuel Macron

19 mars 2017

Laurent Delahousse : Bonsoir, merci d'être avec nous. Il y avait à Bercy, cet après-midi, des hommes et des femmes avec lesquels vous avez travaillé et vous êtes devenu leur cible. Qu'est-ce que vous leur dites, à ce peuple de gauche qui était là, à Bercy ?

Emmanuel Macron : Je regrette d'abord que je sois devenu la cible principale. Je pense que c'est une erreur de combat. Quand je regarde la situation dans laquelle est le pays aujourd'hui et quels sont les véritables défis politiques, je pense que c'est une erreur. Le combat, ce sont les extrêmes, c'est l'extrême droite aujourd'hui. Vous savez, MENDÈS FRANCE avait une belle formule : la démocratie, c'est un état d'esprit.

LD : Une phrase a marqué les esprits cet après-midi : "le parti de l'argent a trop de candidats, nul ne peut servir deux maîtres, la France et l'argent". Pour Benoît Hamon, finalement, la finance, à l'inverse de François HOLLANDE, elle a désormais un visage : celui de François FILLON et vous. Qu'est-ce que vous lui répondez ?

EM : Il faut préciser les choses. Le soupçon généralisé ...

LD : Seriez-vous sous l'influence du pouvoir de l'argent, de la finance, des grandes entreprises ? C'est un peu ça qu'il sous-entend...

EM : Oui, mais les sous-entendus c'est toujours très mauvais et on sert, à ce moment-là, les intérêts des plus sornois ou des extrêmes. Il faut être très clair! D'abord, ça fait un peu Bourget réchauffé. Je vous le dis franchement: quand on a quelque chose à dire aux Français, quand on a un projet, on le dit et on est positif. Moi, je ne perds pas la moitié ou le tiers de mon temps, dans mes rassemblements, à invectiver les autres candidats. Quand on a un projet pour le pays, on le porte, on l'exprime, on l'explique et c'est ça qui va construire les cinq prochaines années. Ce ne sont pas les invectives ou le soupçon.

Seul le prononcé fait foi.

page 1 sur 7

Ensuite, quand on parle d'argent... vous savez, Marx, qui est un auteur souvent cité, en particulier à gauche, disait très justement que l'argent devient dangereux quand c'est un fétiche.

LD : Donc il vous reproche quoi ? D'avoir gagné de l'argent ?

EM : Un fétiche, il ne faut ni le chérir, ni le détester. J'ai gagné de l'argent dans ma vie parce que j'ai eu un travail et c'est très utile d'avoir eu un travail. J'invite d'ailleurs tous ceux qui donnent des leçons peut-être à s'interroger sur leur propre trajectoire.

LD : Ça veut dire qu'ils n'ont pas travaillé dans une entreprise, qu'ils n'ont pas eu d'activité privée?

EM : Ils font ce qu'ils veulent mais qu'ils ne reprochent pas à certains d'avoir en effet eu ce parcours. J'ai choisi, j'ai connu ce monde-là... Je l'ai quitté pour servir mon pays et je n'ai pas de leçons à recevoir. Ensuite, l'argent, je vous dis, il ne faut ni le chérir, ni le détester. Expliquer aux gens que l'argent est mauvais, c'est facile. Mais ce que les gens veulent comprendre, c'est comment finir leurs fins de mois. Le projet qui est le mien est un projet qui supprime la taxe d'habitation pour 80% des Français, qui augmente le salaire net pour tous les travailleurs, toutes les travailleuses, quels que soient, d'ailleurs, leur statut et leur catégorie et donc c'est un projet qui leur donne plus de pouvoir d'achat. Ça, c'est concret, vous voyez.

De l'autre côté, il ne faut pas, non plus, être fasciné par l'argent, j'ai connu des gens fascinés par l'argent, ça n'est jamais bon et je crois comprendre qu'il y a certains qui ont des problèmes aussi avec ce sujet. Je ne suis ni fasciné, ni ne le déteste. Quant à la campagne que je mène et à ces insinuations, soyons très clairs...

LD : Justement, une précision. Cela fait plusieurs jours que ces sous-entendus - d'abord il y a eu cette affaire, ce déplacement à Las Vegas, votre réponse on l'a entendue, « je ne suis pas dans ce dossier », l'association Anticor qui cible votre patrimoine... On est à 35 jours de l'élection... Emmanuel MACRON, est-ce que vous n'avez clairement rien à vous reprocher sur votre patrimoine, sur la transparence économique de votre campagne ? Est-ce que vous pouvez le dire, ce soir, aux Français ?

EM : Je peux le dire aux Français, je l'ai dit dès le premier jour : je suis suffisamment responsable pour ne pas me lancer dans un tel combat si j'avais quoi que ce soit à me reprocher. Sur le sujet d'un déplacement ministériel à Las Vegas, les conclusions de l'enquête administrative sont claires et je ne suis pas incriminé dans cette affaire. Elle concerne un opérateur public, Business France. Michel SAPIN lui-même, d'ailleurs, l'a dit, il y a quelques jours.

LD : Donc pas de légèreté de votre côté ou dans votre entourage ?

EM : Aucune là-dessus. La deuxième chose, sur mon patrimoine : il y a une campagne, parce que maintenant c'est ainsi, qui est menée sur Internet par des mails, par des messages successifs qui ont pu en effet m'accuser de beaucoup de choses. Ce matin d'ailleurs, vos confrères, dans le Journal du Dimanche ont, avec beaucoup de rigueur, démonté cette affaire, expliqué de quoi il en retournait. J'invite quiconque s'y intéresse à aller voir cet article très bien fait du Journal du Dimanche. Troisième chose, Anticor, vous l'avez dit, a demandé à la Haute Autorité pour ce qui est de mon patrimoine. La Haute Autorité répondra.

Vous savez, j'ai fait l'objet de vérifications de la part de l'administration fiscale et de la Haute Autorité à plusieurs reprises. Lorsqu'il y a un problème, d'autres candidats l'ont eu, la Haute Autorité saisit la justice et le rend public. Cela n'a jamais été le cas pour moi. Il y a beaucoup d'attaques, il y a beaucoup d'insinuations ; et là-dessus, je vais être très clair vis-à-vis de vos téléspectateurs, de nos téléspectateurs : je n'ai rien à me reprocher.

LD : Emmanuel MACRON, un homme a été abattu hier à l'aéroport d'Orly. Si vous étiez élu président de la République, est-ce que vous maintiendrez l'état d'urgence ? Il y a du flou autour de votre réponse... est-ce que cet état d'urgence serait maintenu ?

EM : Pardonnez-moi, où est le flou ? A quel moment ai-je été flou ? J'ai toujours été parfaitement clair à ce sujet qui ne justifie aucun flou, aucune approximation et surtout de ne pas faire parler les uns ou les autres. L'état d'urgence, il doit être maintenu aujourd'hui et, je l'ai dit, il ne peut être levé qu'à la lumière d'informations dont ni vous ni moi ne disposons. C'est très simple, l'état d'urgence, c'est quoi ? C'est dans l'État de droit, dans l'État de droit, des circonstances particulières qui justifient d'utiliser des moyens de police, des moyens administratifs pour protéger nos concitoyens. Il faut, pour le maintenir, avoir une juste perception et une juste connaissance des risques effectifs. Aujourd'hui, je n'ai pas les dernières connaissances, pas plus que vous : ce sont les services qui les ont. On a bien vu en effet ce qui s'est passé encore hier, ce qui s'est passé encore cette semaine... Il est donc indispensable, compte tenu de la nature du risque, de maintenir l'état d'urgence. Si je suis élu président de la République, je l'ai dit à plusieurs reprises, je regarderai en détail la nature, justement, des informations qui me sont transmises, à l'instant « t », et c'est comme ça que nous devons faire. Aussi longtemps que la sécurité de nos concitoyens le justifie ; aussi longtemps que, par exemple, les perquisitions administratives que seul permet l'état d'urgence sont indispensables, il convient de maintenir l'état d'urgence.

LD : Une réponse rapide. Est-ce que, sous ce quinquennat, la politique contre le terrorisme a été la bonne ?

EM : Je pense que la politique contre le terrorisme qui a été menée après les attentats a été une politique pragmatique.

LD : Pragmatique, ça veut dire ?

EM : Ça veut dire qu'elle a été, qu'elle a permis à la fois par les modifications législatives sur le renseignement ou par l'investissement dans les forces de sécurité, de répondre efficacement. C'est pour ça que j'entends la poursuivre. Dans mon programme, il y a l'embauche de dix mille policiers et gendarmes, il y a l'investissement militaire parce que la lutte contre le terrorisme se fait d'abord à l'international, contre Daesh. Et donc sur les théâtres d'opérations, je veux que l'on continue - et c'est ce que j'ai exprimé hier en détail - à embaucher, accompagner nos forces de l'ordre et, pardon, nos forces militaires, pour ce qui est de l'étranger.

Par contre, je souhaite qu'on aille plus loin sur quelques sujets essentiels en matière de terrorisme, là aussi j'ai eu l'occasion de le dire : je pense qu'on doit améliorer notre coordination en matière de renseignement. Je propose, pour ma part, de créer une task force de suivi de Daesh avec, de manière permanente, 24h/24, des fonctionnaires auprès du président de la République qui consolident le renseignement en la matière et un centre opérationnel, justement, coordonnant mieux nos forces de renseignement à l'intérieur. Ce qu'on a pu voir à quelques reprises - le rapport parlementaire, d'ailleurs, de l'année

Seul le prononcé fait foi.

dernière l'avait bien montré -, c'est des petites défaillances en matière d'échanges de renseignement entre les services et donc il faut aller au bout d'une meilleure coordination.

LD : Est-ce que, de toutes ces questions, vous parlez à Jean-Yves LE DRIAN, actuellement ?

EM : J'ai plusieurs fois discuté avec Jean-Yves LE DRIAN.

LD : Et vous êtes sur la même ligne ?

EM : Je suis sur la même ligne. J'ai, hier, pendant plus d'une heure trente, exposé ma politique de défense et la stratégie que j'entends mener en la matière.

LD : Une politique de défense que lui-même pourrait incarner ? Est-ce qu'il va vous rejoindre dans les 48 heures? On dit que Jean-Yves LE DRIAN va vous rejoindre. Est-ce que c'est une chose que vous pouvez nous confirmer ce soir ou il faut attendre 48 heures ?

EM : Il appartient à Jean-Yves LE DRIAN de dire lui-même ce qu'il fera. Pour ma part, je peux vous dire deux choses : la politique en matière de sécurité et de défense doit être consolidée mais les orientations sont les bonnes. J'ai expliqué d'ailleurs quelles seraient mes orientations et ce que je compte ajouter et apporter, et Jean-Yves LE DRIAN est un responsable politique pour lequel j'ai du respect et avec lequel j'ai de la proximité...

LD : Et avec qui vous pourriez travailler, dans les années à venir ?

EM : ... et d'ailleurs ce qu'il a lui-même fait en Bretagne est extrêmement cohérent avec ce que je conduis au niveau national.

LD : Est-ce que vous pourriez travailler avec lui, dans les années à venir?

EM : Je pourrais tout a fait travailler avec Jean-Yves LE DRIAN, essentiellement compte tenu, je vous le dis, des orientations qu'il a prises pour la région Bretagne.

LD : Cela pourrait alimenter une fois de plus, finalement, que vous seriez, ce que vous reproche un certain nombre de candidats, l'héritier de François HOLLANDE. Est-ce que vous réfutez totalement cette idée ? Est-ce que votre recomposition politique ne se résume, finalement, qu'à un prolongement, une recomposition du hollandisme ?

EM : Vous êtes quand même amusants tous et toutes. On m'a d'abord dit que j'étais un félon, on m'a ensuite dit que j'étais un fou dangereux et maintenant, je redeviendrais un héritier. Écoutez, moi, contrairement à toutes celles et ceux qui donnent des leçons, d'abord je ne dis pas de mal. Vous savez, François HOLLANDE...

LD : Pas de droit d'inventaire, pas de rupture avec François HOLLANDE ?

EM : Attendez. Il y a les hommes et il y a les idées. François HOLLANDE, c'est le président de la République aujourd'hui, c'est quelqu'un que je connais bien et donc je n'ai jamais dit du mal de lui, je ne commencerai pas ce soir. Je ne dis pas de mal de lui. Par contre, c'est quelqu'un avec qui j'ai eu des désaccords, des désaccords stratégiques. Je n'aurais pas fait les choses comme il les a faites et il le sait bien. J'aurais commencé

beaucoup plus tôt avec des mesures plus fortes en matière économique. Je n'aurais pas eu cette politique en matière d'éducation : il fallait reformer les enseignants. Par contre, moi, je pourrai y revenir, j'ai une politique en matière d'éducation complètement différente. Je souhaite que, justement, on ait une école qui transmette davantage, je veux remettre des heures d'enseignement qui ont été enlevées. Je veux remettre les classes bi-langues, l'enseignement des humanités. Faire plus, là aussi, dans les zones d'éducation prioritaires. Donc nous avons des vrais désaccords. Sur l'Europe, je suis plus volontariste. J'ai quitté le gouvernement. J'ai lancé un mouvement politique nouveau.

LD : En vue de recomposer la vie politique.

EM : Pour recomposer la vie politique.

LD : Pour le moment, à droite, on ne les entend pas tellement, on les attend. Pourquoi ?

EM : D'abord, vous allez les voir.

LD : Parce qu'on est impatient, qu'on ne les voit pas ?

EM : Vous allez les voir, dans les prochains jours et les prochaines semaines. Mais qu'est-ce qui est en train de se passer depuis des semaines? Il est en train de se passer ce que je vous avais dit. D'abord que ni le Parti Socialiste, ni les Républicains ne tiennent leurs troupes sur une politique cohérente. Pardon de vous le dire, mais de gauche comme de droite, c'est l'hémorragie à laquelle on assiste, l'hémorragie !

Ce que j'ai à gérer, pour ma part, c'est l'afflux de soutiens. Je ne vais pas le déplorer, je cherche l'afflux de soutiens de 51% de nos concitoyens. Après, la ligne cohérente que je défends, c'est celle du progressisme, depuis le premier jour. En faveur de l'innovation, de la réforme économique et sociale en profondeur. Et donc, ma grande différence avec ce qui a été fait durant ce quinquennat, c'est que je ne suis pas pour faire des mesures qui ajustent, qui corrigent. La réforme des retraites que je propose, c'est une réforme qui n'a jamais été faite en profondeur, d'aller vers une retraite, justement, par répartition, mais par points. Un euro cotisé donne les mêmes droits. On en finit avec les régimes spéciaux et les inégalités actuelles.

Deuxième réforme en profondeur, c'est celle de l'école que je veux conduire avec un vrai investissement, douze élèves par classe dans les zones d'éducation prioritaires, avec une transformation. La réforme de l'assurance chômage.

LD : Ça, ce sont quoi ? Les premières mesures d'Emmanuel MACRON quand il sera président ?

EM : Attendez ! La réforme de l'assurance chômage et de la formation professionnelle que je propose, elle est profondément nouvelle : c'est faire de l'assurance chômage un droit universel financé par l'impôt et non plus par les cotisations qui pèsent sur le travail, avec une organisation différente, où l'État prend son rôle et sa responsabilité, les partenaires sociaux étant autour de la table, et où la formation continue va vers ceux qui en ont le plus besoin, les chômeurs. Tout ça, ce sont des réformes qui n'ont jamais été faites, ni par la gauche, ni par la droite.

Moi, je vais vous dire, les leçons des uns et des autres pour expliquer, selon le ralliement, "il est trop de gauche" ou "il est trop de droite", nous n'en avons plus rien à faire. Ce que nos concitoyens veulent, c'est une politique qui marche. Il y a une politique qui marche et une politique qui ne marche pas. Il y a une politique qui s'attaque aux problèmes, il y a une

politique qui ne s'attaque pas aux problèmes. Moi, je prendrai des mesures efficaces et justes avec des femmes et des hommes neufs, des visages nouveaux et puis des talents, quelques uns qui viendront de gauche et de droite autour de ce projet pour la France.

LD : Pour appliquer ces mesures, il faut une majorité, il faut une majorité à l'Assemblée nationale. Elle sera composée de qui ? Vous aurez effectivement cet esprit d'ouverture, une union nationale. Vous parlerez de Manuel VALLS à Alain JUPPÉ? Toutes ces questions-là... Les Français se posent la question.

EM : Et ils ont raison.

LD : Ils se posent également la question de savoir si finalement, après une victoire éventuelle d'Emmanuel MACRON et une majorité finalement instable, on ne retomberait pas dans la IVe République, avec finalement des majorités qui se feraient et se déferaient selon les lois. C'est une question que les Français se posent devant leur écran de télévision, ce soir.

EM : Et je vais vous rassurer : une fois élu, je nommerai un Premier ministre et un gouvernement resserré, paritaire, avec des ministres qui viendront de la société civile pour une part non négligeable, et des ministres de gauche, du centre et de droite qui partageront, justement, la cohérence de ce projet et du projet que je porte.

LD : Qui vous rejoindront après l'élection, après le premier tour ?

EM : Qui me rejoindront, qui sont pour une grande partie là, qui sont en train, justement, d'émerger et que je désignerai, que je nommerai après l'élection. Six semaines après...

LD : Juste une précision, quand vous dites que vous n'êtes pas une maison d'hôtes, quand Manuel VALLS souhaite le progrès, la victoire des progressistes...

EM : Je me réjouis !

LD : Et qu'il rejette une candidature de Benoît HAMON, ce qui est un fait politique important et que vous fermez la porte en disant "je ne suis pas une maison d'hôtes"...

EM : Non...

LD : Vous ne fermez pas la porte ?

EM : Non ! Soyons précis : que toutes celles et ceux qui se retrouvent dans le projet progressiste que je porte, apportent leur soutien, disent "je voterai pour ce candidat", je m'en réjouis. Ce que je veux dire très clairement, c'est qu'en même temps, je suis le garant d'un engagement qui est celui du renouvellement d'une part, et d'une alternance profonde. En finir avec le tic-tac gauche-droite. Et donc, je dis simplement : ne pensez pas que vous allez retrouver forcément les même visages. Voilà ! C'est important que cela soit clair !

Maintenant, parce que vous avez soulevé une question qui est très importante et qui dépasse le gouvernement: une fois le gouvernement nommé, six semaines après l'élection, il y aura une élection législative. Et là-dessus, soyons très clairs : les Français sont cohérents. S'ils votent pour moi, ils me donneront une majorité, six semaines plus tard. Et donc, j'aurai une majorité parlementaire pour pouvoir gouverner.

LD : Deux dernières questions. Vous êtes aujourd'hui de plus en plus le favori des sondages, même si les sondages ne sont que les sondages, et on a vu beaucoup de surprises depuis quelques semaines, depuis quelques mois, avec différents scrutins. Vous commencez à penser que vous pouvez devenir président de la République, c'est une chose qui vous effleure l'esprit souvent, de plus en plus souvent ou pas du tout ?

EM : Ecoutez, si vous n'avez pas la capacité à vous représenter les responsabilités, leur poids et ce qui se passe le jour d'après, mieux vaut ne pas aller dans ce genre de campagne.

LD : Trente-cinq jours, c'est long ou c'est court ?

EM : C'est factuel. Je n'ai jamais commenté ces données-là. Je les prendrai journée après journée, avec beaucoup de sérieux, avec calme, sérénité mais détermination.

LD : Une dernière image : dans cette campagne, on ne parle absolument pas d'international. Juste, est-ce que vous pouvez commenter cette image ? Regardez cette photo prise en Syrie, dans la ville d'Alep. Six ans de guerre et cet homme qui revient parfois chez lui, dans cet immeuble détruit. Est-ce que la France et l'Europe - c'est une question importante, on aborde assez peu ces questions-là - sauront, avec vous, retrouver leur voix dans le concert international ? Quand vous voyez cette image, cette photo-là.

EM : Cette photo-là et ce qui s'est passé à Alep, c'est évidemment une formidable défaite, je vous le dis très franchement, pour la France et pour l'Europe. Et le fait qu'aujourd'hui la crise syrienne se gère avec essentiellement la Russie et l'Iran autour de la table n'est pas acceptable. Et donc, je veux que la France retrouve sa place, c'est à dire un leadership diplomatique pour pouvoir construire une solution politique de sortie de crise en Syrie qui inclut, justement, l'ensemble des protagonistes.

LD : Merci, Emmanuel MACRON.

Aller plus loin

Le replay >

youtu.be/IskZKRQTW-0